



**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

CTL  
Renault  
Lardy

*l'étincelle\**

Contact : [ecrire@npa2009.org](mailto:ecrire@npa2009.org)  
Consulter : <http://www.npa-auto-critique.org/>

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire  
Contact : [cr@convergencesrevolutionnaires.org](mailto:cr@convergencesrevolutionnaires.org)

Mardi 30 septembre 2014

## **Les pilotes d'Air France ont tout de même fait remballer un des rêves de leur PDG**

**Après 14 jours de grève, les pilotes d'Air France ont repris le travail. Sans avoir gagné sur toutes leurs revendications, loin de là, en particulier sur un contrat unique pour les pilotes d'Air France et de sa filiale low-cost Transavia France. En revanche, et malgré les vantardises de Valls, ils ont réussi à faire caner le gouvernement et le PDG qui ont dû annoncer l'annulation du projet Transavia Europe.**

### **La politique de la compagnie soutenue par le gouvernement**

En deux ans Air France a supprimé près de 10 000 postes et annoncé début septembre son projet « Transavia Europe », sa filiale low-cost. Au programme : la mise en place de bases dans plusieurs pays où pilotes et hôtesses de l'air auraient été soumis à des conditions de travail et de rémunération locales tout aussi... low-cost. Sans compter que le personnel au sol devait évidemment être géré par des sociétés sous-traitantes.

Pour les pilotes, c'en était trop. Ils ont donc fait grève pour revendiquer entre autres l'abandon de ce projet.

### **L'intox du gouvernement et de la direction**

Depuis le début de la grève, Valls et Alexandre de Juniac, le PDG d'Air France, s'en prennent à ces « privilégiés » qui risqueraient de faire couler Air France. Si les pilotes d'Air France touchent des salaires bien plus élevés que les nôtres, rappelons celui d'Alexandre de Juniac, qui s'élève à 900 000 euros par an. Valls, quant à lui, s'en est pris aux « égoïstes », lui qui réserve son altruisme aux actionnaires privés de la compagnie. Sans compter qu'il n'y a rien d'égoïste à refuser des temps de récupération moins longs entre deux vols, car il en va de la sécurité des usagers.

Vieille tactique de division du patronat, celui d'Air France est allé jusqu'à mettre en scène un « rassemblement de salariés » devant le siège de la compagnie, cordialement invités sur leurs plannings à venir manifester devant les caméras contre la grève des pilotes. La direction a même fourni les banderoles !

### **Mais nous ne sommes pas dupes.**

S'attaquer aux salariés les mieux rémunérés d'une entreprise est une stratégie éculée de la part de

certains grands groupes pour tenter de leur mettre à dos les autres salariés. Or l'aboutissement du projet Transavia Europe aurait signifié encore plus de dégradations de conditions de travail et de salaires pour l'ensemble des salariés d'Air France.

Le demi-recul obtenu par les pilotes est donc quand même un point marqué non seulement pour eux, mais pour tous les salariés de l'entreprise. Mais bien sûr, cette grève aurait eu plus de chances de gagner si les pilotes avaient unifié les revendications et s'étaient souciés d'entraîner les hôtesses, stewards et l'ensemble du personnel au sol, qui ont eux aussi bien des raisons d'exprimer leur colère. Car des luttes, il y en a eu d'autres à Air France depuis deux ans, comme celle des hôtesses et stewards de Cityjet, la filiale irlandaise d'Air France en 2012, ou plus récemment des agents de piste de Roissy ou encore des contrôleurs aériens en juin dernier.

### **Quelle piste pour tous les travailleurs ?**

Les pilotes ont malgré tout montré qu'on peut semer la panique au gouvernement et dans les conseils d'administration du grand patronat. Qu'on peut les faire reculer, au moins un peu. Mais pour parvenir à une réelle victoire, et pas seulement dans l'aéronautique, il s'agit de se mobiliser ensemble, au-delà de nos catégories et professions respectives.

En tout cas, il faut se donner les moyens de leur faire ravalier leurs projets scélérats et leurs fanfaronnades. Derniers en date, Gattaz, le président du Medef, a fait un rêve : il a sorti mercredi dernier un nouveau projet contre les travailleurs. Il rêve de supprimer des jours fériés, de casser le SMIC, d'allonger le temps de travail, de reculer encore l'âge de départ à la retraite... Et quoi encore ? Si la grève des pilotes leur a fait peur, alors nous avons les moyens, en coordonnant nos luttes, de devenir le pire cauchemar de Gattaz et consorts et de gagner vraiment.

## **Des billets pris en otage**

Certains chefs zélés veulent obliger les salariés à participer à la journée de l'équipe au salon de l'Auto. Pourtant, les places ont été reçues par courrier interne et de façon nominative. Transformer un avantage en contrainte, c'est visiblement le nouveau nec plus ultra chez Renault.

Une habitude qu'on a intérêt à vite leur faire perdre.

## **Tous au salon !**

Puisque les chefs d'UET commencent à discuter des dates pour aller au salon équipe par équipe, autant leur faire une proposition pour mettre tout le monde d'accord. Le salon, il faut y aller le 16 octobre avec les autres camarades de Renault, PSA, Française de Mécanique et d'ailleurs, pour protester contre les salaires qui stagnent, les suppressions de poste, et la surcharge de travail pour ceux qui restent.

Une occasion de se faire entendre tous ensemble !

## **Partage des miettes**

C'est à se demander si le mot « équitable » fait parti du vocabulaire de la direction. D'un côté les salariés qui bénéficient d'une prime de partage de 100 euros bruts, de l'autre les actionnaires qui se remplissent les poches avec des dividendes juteux.

100 euros... Tout juste de quoi faire un plein d'essence pour se rendre au boulot ! De qui se moque-t-on ?

## **Bon vent**

Hier, c'était l'effervescence dans le petit milieu des hiérarchiques de la MAP puisque le chef de service venait d'annoncer son départ pour VSF.

Nous, on a tous en mémoire les réflexions qu'il faisait à l'extérieur ou en aparté à propos des salariés Renault qui selon lui n'avaient pas à se plaindre.

Encore un que l'on ne regrettera pas.

## **Le téléphone pleure**

A la MAP, avec le passage aux nouveaux PC dits « ACE1 3D », l'assistance technique passe de prestataires sur site à la hotline 11000.

Des heures au téléphone en perspective pour nous, des inquiétudes concernant leur avenir pour les prestataires qui s'occupent des PC indus et quelques pourcents de dividendes en plus pour les actionnaires.

Vivement que cette accumulation de petites colères provoque une explosion générale !

## **Le délit était presque parfait**

Avec l'augmentation du nombre de prestataires qui font le même boulot que les Renault, la direction sait qu'elle est hors-la-loi. Elle fait donc circuler auprès de hiérarchiques des formations qui expliquent comment éviter de laisser les preuves des délits de marchandage.

Nous, pour éviter à nos chefs d'enfreindre la loi, on est prêt à se mobiliser pour obtenir les embauches des prestataires qui le veulent.

## **L'Elysée pour mieux s'immuniser !**

Secret de polichinelle, Nicolas Sarkozy a fait son « retour ». Le cirque médiatique s'est mis en branle : plateau télé, radio et Unes des journaux nous l'ont présenté comme le scoop de la semaine.

Celui qui parlait de « *karcheriser* » les jeunes de banlieue ou de chasser les immigrés, et a fait de Valls son émule, celui qui a fait la guerre désastreuse de Libye, suivi par Hollande en Afrique et en Irak, voudrait-il retrouver son immunité républicaine pour continuer à brasser ses affaires ?

## **Autoroutes : des sociétés qui roulent sur l'or**

L'autorité de la concurrence vient d'épingler les profits fabuleux des sociétés autoroutières privatisées en 2006 et cédées aux groupes Vinci, Eiffage et Abertis pour 14,8 milliards d'euros. La Cour des comptes estimait alors leur valeur à 24,8 milliards d'euros, soit un cadeau de 10 milliards fait par l'État à des groupes déjà milliardaires. A cela s'ajoutent 3,4 milliards d'avantage fiscal (intérêts d'emprunt déductible) et des bénéfices mirobolants de 20 à 24 %.

Pour leurs actionnaires cette pluie d'or continuera jusqu'en 2027-2033 grâce aux contrats accordés par l'Etat. Mais les caisses de l'État seraient vides : pour les classes populaires !

## **Indulgence pour les patrons fraudeurs**

Selon un récent rapport de la Cour des comptes, les fraudes patronales aux cotisations sociales coûtent une vingtaine de milliards par an, soit 1 % du PIB. Le contrôle des patrons fraudeurs est si laxiste, voire inexistant, que ceux-ci échappent facilement au redressement et l'État ne récupère que des miettes, environ 0,2 % des sommes dues.

Ces grands fraudeurs sont rarement montrés du doigt, contrairement aux quelques chômeurs ayant oublié de remplir telle ou telle paperasse ou qui ne seraient pas en règle, stigmatisés par le ministre du Travail qui leur a déclaré la guerre.